

ANTIRESSE

N° 283 | 2.5.2021



La fête à la menotte

**Partisans
& Waldgänger**

**Loi CO₂:
pourquoi NON?**

Chine & globalisme

Observe • Analyse • Intervient



DES LETTRES DE CACHET ET DES PRISONS D'ÉTAT.

LE BRUIT DU TEMPS par Slobodan Despot

Occident, un pouvoir sans papiers

C'EST ARRIVÉ PRÈS DE CHEZ VOUS! DANS LE SUD-EST EUROPÉEN, ON EST EN TRAIN DE TESTER UNE DIPLOMATIE ANONYME, NON ASSUMÉE, PAR MISSIVES NON SIGNÉES. ET SI CES MÉTHODES ÉQUIVOQUES ILLUSTRERAIENT LE NOUVEAU STYLE DE GOUVERNEMENT DES EX-DÉMOCRATIES LIBÉRALES? LA LETTRE DE CACHET, CELA VOUS DIT QUELQUE CHOSE?

LA DIPLOMATIE DES «NON PAPERS»

Ces dernières semaines, la «poudrière balkanique» nous a encore gratifiés d'une innovation dans les usages de la diplomatie. Deux documents officieux proposant des voies de résolution de dossiers chauds comme la Bosnie-Herzégovine ou le Kosovo, sont récemment tombés «de nulle part» au cœur des discussions. Le second, en particulier, qui suggère une reconnaissance du Kosovo par la Serbie en échange

de diverses concessions, a soulevé beaucoup de commentaires. Le journal kosovar *Koha* a annoncé qu'il s'était procuré un document non signé «d'origine franco-allemande» esquissant un remaniement des frontières dans cette zone des Balkans. Curieusement, le président serbe Vučić s'est livré à des spéculations assez volubiles quant à l'identité de l'auteur de ce *non paper* (selon l'anglicisme que tout le monde a adopté). Il a parlé d'une femme très

intelligente, bien plus intelligente que [lui-même], bien plus rusée». Et, surtout, ajouté que le point essentiel — la reconnaissance du Kosovo par la Serbie — était «horrible» et inacceptable.

Nous n'allons pas entrer ici dans l'imbroglie kosovar ni spéculer sur l'identité de cet(te) «auteur(e)», même si les connaisseurs du dossier semblent être au clair sur le sujet. Ce n'est pas le fond de la démarche qui est significatif, en l'occurrence, mais la *forme*.

L'arrachage forcé de sa province méridionale à la Serbie au terme de la guerre de 1999 est un cadavre dans le placard de l'Occident, qui s'est toujours posé en gardien de l'ordre international mais qui l'a grossièrement violé dans le cas du Kosovo. Ce précédent a notamment permis à la Russie de récupérer sans coup férir la Crimée. A ceux qui lui en font le reproche, Vladimir Poutine peut flegmatiquement répondre: «allez voir au Kosovo si j'y suis».

Le seul moyen pour l'Occident de légitimer ce *kidnapping* territorial est d'obtenir sa reconnaissance par la mère-patrie. De toute évidence, le gouvernement de Serbie ne s'est pas montré suffisamment coopératif dans cette entreprise. Le ballet diplomatique a maintenant fait place à d'autres méthodes, beaucoup moins formelles. Que des projets *anonymisés* prennent la relève des négociations formelles est un signe des temps. Alors même que le parrain — les USA — semble se mettre en retrait du dossier, ses satellites

adoptent ses méthodes, volontaristes et cavalières. Les *non-papiers* parachutés on ne sait d'où sur la table des négociations relèvent des opérations d'influence et d'intox: ils permettent d'étudier les réactions des «cibles» sans s'impliquer soi-même, comme dans une observation en laboratoire. Si l'effet de leurs petits papiers n'est pas concluant, les auteurs pourront simplement s'en dédire, voire prétendre qu'ils ont été forgés par d'autres. Tandis que les loups qu'on voulait débusquer, eux, seront sortis du bois.

La réaction du président serbe apparaît d'autant plus surprenante. On imagine mal la diplomatie d'un Etat souverain réagir à un papier anonyme autrement qu'en le jetant à la corbeille. Mais le problème, justement, c'est qu'il reste très peu d'Etats souverains.

On pourrait même dire: très peu d'Etats, tout court. Avec les *non-papiers*, la fameuse «main cachée» ne se cache même plus. Les procédures publiques et institutionnelles sont court-circuitées. Les tenants du pouvoir réel, les oligarques et les technocrates (cette «femme très intelligente» dont parle M. Vučić, par exemple), jouent sans intermédiaires avec leurs cobayes, dans ce cas des Etats et leurs sacro-saintes frontières.

LA MAIN CACHÉE NE SE CACHE PLUS

Depuis la guerre civile des années 1990, l'aire ex-yougoslave a été le laboratoire des techniques de coercition et de manipulation occiden-

tales dans leur forme brute et sans gants. Désormais, le régime de coercion-manipulation extraconstitutionnelle s'étend à la sphère intérieure.

Demain, de semblables non-papiers ou non-traités seront rédigés dans tous les pays par les banquiers ou les lobbies pharmaceutiques et simplement validés, le cas échéant, par des instances dirigeantes devenues de pures chambres d'enregistrement, aussi dévouées à leurs maîtres qu'elles sont méprisantes envers leurs administrés.

Pourquoi demain? Ne sommes-nous pas depuis le début de l'ère covidienne sous l'emprise d'institutions littéralement *déchaînées*, qui s'efforcent d'échapper à tout contrôle démocratique avec une morgue rageuse? N'avons-nous pas vu assez de citoyens se faire harceler, rosser ou embarquer devant les caméras, en Espagne, Australie, Grande-Bretagne, par des polices décomplexées — ces mêmes polices qui, face à la vraie pègre, agissent avec des précautions onctueuses?

Le Bundestag, face à la contestation montante de la rue, vient de voter le 21 avril un *Infektionsschutzgesetz* (loi sur les épidémies) qui limite sévèrement les libertés et transforme de fait le principal *gouvernement* de l'UE en *régime*.

Simple ajustement administratif aux nécessités sanitaires? C'est sous cette forme candide que les pouvoirs le présentent. La réalité est beaucoup plus sèche — et assez familière pour ceux qui n'ont pas encore perdu toute

mémoire. Le juge Christian Dettmar, à Weimar, qui avait osé déclarer illégale l'imposition des masques aux enfants, s'est vu inculper pour «prévarication» (!) et a eu droit au traitement des terroristes, avec perquisition en règle de son domicile, mise à sac de son bureau et confiscation de son téléphone(1). Jusqu'ici, les élèves Allemands apprenaient que de tels procédés d'intimidation étaient propres au nazisme, peut-être à la RDA communiste. Il va leur falloir réviser leur histoire.

Spécificité allemande? Allons! Le pouvoir belge, d'ordinaire falot jusqu'à la niaiserie, s'est tout de même illustré par une répression étonnamment brutale des pique-niqueurs du Bois de la Cambre(2) et s'apprête à légitimer l'arbitraire policier via le parlement pour pouvoir ignorer les tribunaux qui le somment de retirer des mesures «sanitaires» illégales et irrespectueuses des droits humains. De toute évidence, le réglage «Idiot débonnaire» a été retiré du logiciel de gouvernement.

Et ne parlons pas de l'Etat français, du *young leader* de la promotion «Norman Bates» qui a installé son hôtel hanté dans les ors de l'Elysée, de ses policiers éborgneurs et de ses préfets de police suintant le mépris: nulle part ailleurs les rigueurs et les absurdités du confinement sanitaire n'ont paru découler aussi harmonieusement des prédispositions innées du pouvoir en place. Aucun dialogue ouvert n'est possible dans la patrie des droits de l'homme, n'existent que la manipulation, l'ou-



BELGIQUE: APRÈS LA RATONNADE, LA TRAQUE AUX DANGEREUX PIQUE-NIQUEURS, AVEC LA COLLABORATION EMPRESSÉE DES MÉDIAS DE GRAND CHEMIN (SIGNALÉ PAR MICHEL ROSENZWEIG).

kase et la répression, comme en témoigne la réaction de cette pétocardie face à la lettre ouverte des généraux. Le mélange de l'incompétence, de la peur et de l'autoritarisme, dans l'histoire, a toujours donné des composés proches de la nitroglycérine.

Tous les Etats du périmètre davoisien, chacun à sa cadence et à sa manière, sont en train de se replier sur le gouvernement par non-gouvernements, par non-lois et par non-papiers. Autrement dit, sur le pouvoir discrétionnaire absolu de la *lettre de cachet*(3) scellée par des lois «sanitaires» pérennisant l'état d'urgence, autre nom de la fête à la menotte.

En mentionnant Davos, on pourrait tout aussi bien parler de l'aire otanienne. Davos et OTAN sont l'endroit et l'envers d'une même pièce, comme les événements à venir vont se charger de le démontrer. La covidéologie apparaît de plus en plus clairement comme la couverture rhétorique d'un coup d'Etat interne à

l'Alliance atlantique et à sa zone d'influence. Tant il est vrai que ni les traités du «Great Reset» ni les documents internes de l'OTAN ne prévoient la moindre procédure de consultation des populations dans les «réinitialisations» qui les concernent. Curieusement, personne ne s'en offusque...

CAS D'ESPÈCE: LE CHOIX DES SUISSES

Le gouvernement suisse, à sa cadence décalée de Sancho Pança trotinant sur son baudet derrière les porte-glaive, s'apprête lui aussi à faire «comme les grands» avec sa «loi Covid» — si le vote populaire ne le fait pas tomber de sa selle le 13 juin prochain. Cette loi ne ferait que légitimer, ici encore, une gestion du pays par *non-papiers* — des décrets ignorant totalement les plans pandémie existants, décrets produits ou validés par la *COVID-19 Science Task Force*, un cénacle coopté élaborant sans aucun procès-verbal, sans responsabilité personnelle et sans livrer ses références scientifiques des prédictions systématiquement exagérées

et des propositions de mesures dont l'impact est sans précédent sur la vie du pays(4).

L'ineptie, l'incohérence et l'absurdité des «mesures» produites depuis un an et jamais soumises à une évaluation raisonnée montrent, s'il en est encore besoin, que la crise sanitaire n'était pas le réel sujet. Si nous avons eu affaire à une épidémie massivement mortelle, le gouvernement eût viré ses experts «scientifiques» à la première projection erronée et suivi les plans pandémie dont il disposait.

Si les Suisses consentent à être manipulés comme de vulgaires colonisés balkaniques à coups de *non papers* par des pouvoirs occultes au sens propre du terme (car à l'abri de tout contrôle démocratique), ils accepteront la «Loi Covid» sans états d'âme. Mais ce sera peut-être la dernière fois qu'ils seront libres d'accepter ou de refuser quoi que ce soit. On comprend du coup le poids de l'appareil de propagande mis en place par le complexe médiatico-politique pour la faire passer. L'acceptation de cette loi ferait sauter d'un seul coup toutes les entraves à cette «gestion managériale» (lisez: autoritaire) des affaires publiques que la technocratie fédérale se languit

de mettre en place. La démocratie directe serait enfin neutralisée, et pour longtemps.

Accessoirement, cela assurerait l'immunité aux sept ministres de l'exécutif actuel face à la gloire qui les attend sitôt cette hypnose levée: celle de figurer parmi les dirigeants les plus néfastes de toute l'histoire suisse. Avec la loi Covid, étrangler leur pays et pousser ses citoyens au suicide au nom d'une alerte surjouée deviendra légal.

NOTES

1. Désolé de mettre en lien un article en anglais: je n'ai trouvé aucune mention des outrages infligés à ce juge insoumis dans les médias de grand chemin francophones.
2. Voir Michel Rosenzweig: «Le grand polo policier au Bois de la Cambre», Antipresse 281 | 18/04/2021.
3. La lettre de cachet, ce vecteur occasionnel de la volonté royale, était, on s'en souvient, un symbole des abus de l'ancien régime dans la propagande révolutionnaire.
4. Voir Slobodan Despot: «Le naufrage de Switzerland, Inc.», Antipresse 273 | 21/02/2021; ainsi que l'enquête de Catherine Riva et Serena Tinari: «Science en mode pandémie: l'étrange cas de la Swiss National COVID-19 Science Task Force».





ENFUMAGES par Eric Werner

Contre qui se battent les partisans? (2)

DÉFERLEMENT, INVASION, CORRUPTION, IMPLOSION... LES STRUCTURES QUI NOUS PROTÉGEAIENT S'EFFONDRENT. L'ÉTAT DÉFAILLANT NOUS MENACE DANS NOS LIBERTÉS ET NOS VIES. QUELS CHOIX NOUS RESTENT-ILS? CARL SCHMITT ET ERNST JÜNGER SE LE SONT DEMANDÉ SUR LES DÉCOMBRES DU XX^E SIÈCLE.

Le propre de la guerre des partisans, c'est qu'elle n'obéit à aucune règle. On parle donc à son propos de guerre irrégulière. Elle change les règles, ou encore les casse, comme on aime aujourd'hui à le dire. Ce que Tolstoï, l'auteur de *Guerre et paix*, illustre par une image en elle-même assez parlante: celle du *gourdin* que l'on brandit. Jusqu'alors, dit Tolstoï, on ferrailait en quarte ou en tierce, sauf que, «tout à coup, un des adversaires, se sentant blessé, comprend que l'affaire, au lieu d'être une plaisanterie, met sa vie en danger.» Et donc «il jette son épée, s'empare du

premier gourdin venu et se met à faire des moulinets». On retiendra ici l'opposition de la guerre et du jeu. La guerre s'apparente parfois à un jeu, mais elle n'en est justement pas un, comme, forcément, à un moment donné, on finit par le comprendre, en particulier lorsqu'on «se sent blessé» et que donc le risque de mort commence à se concrétiser.

En ce sens, comme nous l'avons vu la semaine dernière, la guerre des partisans marque un retour à la réalité.

LE MOMENT OÙ L'ON NE PLAISANTE PLUS

On pourrait aussi dire, c'est ce que fait Carl Schmitt dans sa *Théorie du partisan*, qu'elle restaure le sérieux de la guerre. Beaucoup font la guerre, mais sans réellement la prendre au sérieux (comme, en 1939-1940, lors de la «drôle de guerre», si bien nommée). Jusqu'au moment où elle se révèle être *quand même* quelque chose de sérieux: encore une fois lorsqu'on «se sent blessé». Là, fini de rire. Soit alors on capitule, c'est aussi une solution, soit on «s'empare du premier gourdin venu et (on) se met à faire des moulinets». La guerre est ainsi relancée. On ne se demandera pas ici si c'est utile ou non. Tout dépend du prix qu'on attache à la liberté. Le gourdin est une arme de dernier recours. Mais d'une certaine efficacité. Contrairement à ce qu'on a pu dire et écrire ici et là, elle n'est pas exactement invincible. Invincible, non. Il y a diverses manières de la neutraliser (ne serait-ce qu'en la retournant contre son premier utilisateur). Mais elle aide à rebattre les cartes.

On peut en tirer une leçon générale. Lorsqu'un État échoue à défendre ses frontières par les moyens habituels (on laisse ici de côté le cas, rare, il est vrai, mais non complètement inexistant, où il ne veut *même pas* les défendre, pour ne rien dire de celui où il prête lui-même la main à l'envahisseur), et qu'en conséquence une invasion se produit, on n'est pas nécessairement acculé à la capitulation. On peut certes capituler, c'est

une possibilité, mais on peut aussi recourir à la guerre des partisans. L'initiative en revient tantôt à l'État lui-même, tantôt à des groupes extérieurs à l'État, avec à nouveau deux possibilités: soit ces derniers agissent *avec* l'assentiment de l'État, soit *sans*, éventuellement même *contre*. Dans ce dernier cas, les partisans sont amenés à devoir se battre sur deux fronts: contre l'envahisseur, d'une part, l'État défaillant de l'autre. C'est ce dernier cas de figure, on l'a vu, qui retient l'attention de Carl Schmitt dans sa *Théorie du partisan*. Car elle pose le problème de *l'ennemi réel*.

En tout état de cause, le peuple prend ici les choses en main. Tolstoï encore: «Le succès va au peuple qui, au moment de l'épreuve, ne se demande pas ce qu'ont fait les autres d'après les règles de l'art dans des cas semblables, mais lève simplement et sans effort la première trique venue, et cogne jusqu'au moment où, dans son âme, la haine pour l'outrage subi cède la place au mépris et à la pitié».

Relevons au passage ce qui est dit ici de la *haine*. Pour Clausewitz (*De la guerre* I, 1, § 28), la haine est une des grandes «tendances» de la guerre. Mais il y a le plus et le moins. Comme l'observe encore Clausewitz, la haine «intéresse particulièrement le peuple». Les autorités, on le sait, sont aujourd'hui très sensibilisées à la haine. Sans doute n'est-ce pas sans lien avec ce qui précède. On ne relativise pas ici la haine, on la contextualise. Dans *Guerre et Paix*, Tolstoï

parle indifféremment de «guerre des partisans» et de «guerre populaire».

DU PARTISAN AU MARCHEUR EN FORÊT

Le livre de Carl Schmitt, *Théorie du partisan*, a été écrit en 1963. Une dizaine d'années plus tôt, Ernst Jünger avait écrit son *Traité du rebelle* (Titre allemand: *Der Waldgänger*, littéralement celui qui marche dans la forêt). Carl Schmitt avait bien entendu lu le livre d'Ernst Jünger. Il le résume d'ailleurs en une note de l'ouvrage (la seizième), sur laquelle nous allons revenir. Le partisan est évidemment étroitement apparenté au *Waldgänger*. Les deux notions se recouvrent plus ou moins l'une l'autre. Comme l'observe d'ailleurs Carl Schmitt, Ernst Jünger utilise parfois le mot partisan pour désigner le *Waldgänger*. Mais il y a aussi des différences.

La toile de fond des deux ouvrages n'est d'abord pas exactement la même. Carl Schmitt part des guerres napoléoniennes pour déboucher dans les problèmes de conscience des généraux français à l'époque de la guerre d'Algérie. Ce qui l'intéresse au premier chef, c'est le paradoxe que représente le fait d'avoir à se battre sur deux fronts: contre un éventuel envahisseur, d'une part, contre son propre État de l'autre. On a ici deux ennemis et non simplement un, comme c'est le cas d'habitude. C'est le grand sujet du livre. La réflexion d'Ernst Jünger, elle, se nourrit plutôt de l'actualité de l'époque, celle, encore très sensible et présente, du nazisme (1933-1945), mais aussi

(quoique cela soit peut-être moins visible) de la période d'après-guerre en Allemagne. Rappelons qu'en 1950, l'Allemagne était encore divisée en quatre zones d'occupation. Et à l'Est il y avait Staline. On est ici très proche d'Orwell et de 1984. La question centrale est ici celle du totalitarisme et de la résistance au totalitarisme: comment faire face au totalitarisme, éventuellement le tenir en échec? Il y a toujours des failles dans le totalitarisme. Encore convient-il de les détecter, ce qui n'est pas toujours évident.

Au-delà du problème de l'ennemi réel, le problème que soulève Carl Schmitt est donc celui de l'*État défaillant*. L'État défaillant peut être en même temps l'État totalitaire (comme aujourd'hui), mais les deux ne se confondent pas nécessairement. Or, encore une fois, ce qui préoccupe au premier chef Ernst Jünger c'est l'État totalitaire. On ne se demande pas ici qui est l'ennemi prioritaire, c'est assez clair pour tout le monde. Tout le monde sait qui est l'ennemi prioritaire. La seule question, dès lors, qui se pose est d'ordre pratique: que faire, et comment le faire? Comment éviter aussi de prendre trop de risques? Car il faut aussi penser à sa propre sécurité. Etc.

C'est la première différence. L'autre différence est celle liée au périmètre des concepts. Comme nous l'avons vu la dernière fois, Carl Schmitt entend le mot partisan au sens strict. Pour lui, le partisan n'est pas un simple résistant, c'est un résistant qui prend les armes,

donc autre chose et davantage qu'un simple résistant ou dissident. Ou alors, dit-il, le concept se dissout: «Ce processus de dissolution des concepts est un remarquable signe des temps, qui mérite qu'on lui consacre une étude spéciale». C'est un peu le reproche qu'il adresse à Ernst Jünger. Revenons-en à la note 16. Dans cette note, Carl Schmitt cite un passage du livre de Jünger, passage où celui-ci se revendique du Christ et de Socrate. Le «recours aux forêts» doit donc s'entendre au sens large: «Gethsémani, par exemple, le mont des Oliviers de la Passion de Notre-Seigneur est un "bois" au sens où l'entend Ernst Jünger». Comme aussi le démon de Socrate. En fin de compte, il y a des bois partout!

SURMONTER EN SOI LA PEUR

Cette critique est elle-même critiquable. Ce que veut dire en fait Jünger quand il se revendique du Christ et de Socrate, c'est que lorsqu'on est confronté au totalitarisme, «l'homme est interrogé sur ses valeurs les plus hautes» (*Traité du rebelle*, chapitre 22). Il faut aussi surmonter en soi la peur qu'inspire le totalitarisme, et pour cela se mettre en quête d'un «tiers principe, qui ne sombre pas dans les remous

du mouvement» (chapitre 19). La question qui se pose donc n'est pas exactement celle du périmètre des concepts mais bien du lien qu'il y a ou non entre les deux sens, réel et figuré, du «recours aux forêts». Pour Jünger, ils sont inséparables. On ne peut pas non plus opposer le partisan au *Waldgänger* en disant que le premier prend les armes et non le second. Ernst Jünger, on le sait, condamnait le tyranicide, mais pour des raisons d'opportunité. S'emparer du premier gourdin venu et se mettre à faire des moulinets, le *Waldgänger* en serait tout à fait capable.

Tout comme le partisan, le *Waldgänger* fait l'expérience de la clandestinité. Il cesse d'obéir aux autorités en place, se donne à lui-même ses propres lois, le cas échéant fait des moulinets. Mais sur quel «soc» s'appuie-t-il pour tout cela? Sur quel «principe»? C'est, en fait, ça le sujet.

LECTURES SUGGÉRÉES

- Léon Tolstoï, *Guerre et paix*, Livre quatrième, Troisième partie.
- Ernst Jünger, *Traité du rebelle*, in *Essai sur l'homme et le temps*, Christian Bourgois, 1970.
- Carl Schmitt, *Théorie du partisan*, Calmann-Lévy, 1972.

Le magazine de l'Antipresse est une publication de INAT Sarl. Conception, design et réalisation technique: INAT Sarl, CP 429, 1950 Sion, Suisse. Directeur-rédacteur en chef: Slobodan Despot.

Abonnement: [via le site ANTIPRESSE.NET](http://via.le.site.ANTIPRESSE.NET) ou nous écrire: antipresse@antipresse.net

N. B. — Les hyperliens sont actifs dans le document PDF.

It's not a balloon, it's an airship! (MONTY PYTHON)



Passager clandestin

Michel de Rougemont: La loi CO₂, une illusion coûteuse qu'il est urgent de balayer

CES TEMPS-CI, LES ESPRITS NE SE CHAUFFENT MÊME PAS ET LE CLIMAT NON PLUS. POURTANT, ON ENGAGE D'IMPORTANTES RESSOURCES PUBLIQUES ET L'ON SACRIFIE DES LIBERTÉS PERSONNELLES POUR ENRAYER UN DANGER DONT LES DIMENSIONS ET LE CONTRÔLE SONT TRÈS INCERTAINS. CELA VOUS RAPPELLE-T-IL QUELQUE CHOSE?

C'est le privilège de notre système helvétique que de pouvoir mener un débat démocratique à propos du climat et des politiques qui sont engagées à son endroit. C'est la seule fois que cela se passe dans le monde, un privilège à traiter précieusement. Pourtant, hélas, la dispute semble tourner court, limitée à des arguments de boutiquiers ou des injonctions morales bien infondées. Ironique coïncidence: la température moyenne globale du premier trimestre de l'année est au plus bas depuis 2013. Une telle nouvelle sans aucune importance ferait pourtant un méchant buzz si c'était au contraire un maximum.

Aucune discussion sur le fond n'est menée, comme si un objet sacré ne devait pas faire l'objet de

la moindre égratignure. L'idée d'un climat que nous serions capables de dominer, le but illusoire d'atteindre un net zéro carbone en 2050, la meilleure efficacité de mesures d'adaptation sur celles de décarbonation «quoi qu'il en coûte» pour dominer la température: ces thèmes ne sont même pas abordés par les opposants à la loi qui demandent simplement de «rester raisonnable». Les discussions tournent alors autour des modalités, de qui doit se charger de quoi, de quelle poche doit se vider pour en remplir d'autres, d'indulgences et certificats d'émissions, de technologies à bannir ou souhaiter. Rien sur la réalité et la taille du problème, sa prétendue urgence et la ridicule et dispendieuse inefficacité

d'un bouton de réglage appelé CO~2 que chacun tourne à sa guise.

Au fait, qui sait dire quel est un bon climat bien réglé après qu'on dit l'avoir déréglé? Celui d'Oslo ou celui de Barcelone, deux endroits très civilisés et vivables dont les températures moyennes diffèrent d'une dizaine de degrés? L'activisme climatique a donc d'ores et déjà gagné et il peut même se vanter d'être exigeant à la mesure de la catastrophe qu'il annonce comme imminente. Disant que la loi sur le CO~2 ne va pas assez loin, il nous mène pourtant au mur et ce en marche arrière et dans une fausse direction, comme toujours avec l'écologisme jusqu'au boutiste.

Il faut dire que le fromage est trop gros pour le refuser et qu'il donne l'impression qu'il y en a pour tous: le financier soudainement converti à l'écologisme le plus forcené (mais aussi son acolyte hypocrite et marrane), le politicien convaincu ou simplement orientant sa girouette au vent, ou encore l'industriel préférant la subvention à la compétition et ayant peur de perdre sa réputation. La pensée magique fait que ce ne sera que du profit, pour tout le monde, les emplois et la Nature. Il suffit simplement d'y croire; malheur à l'apostat!

On peut croire que c'est un sujet simple, qu'il y a d'affreux négationnistes d'un côté et de pieux sauveurs de la Nature de l'autre. Ou alors, ce sont des fachos en puissance qui instrumentalisent le climat pour instaurer une dictature écologiste ou des abrutis qui croient encore que la terre est plate. Il y a bien de

tout ça, mais c'est si peu simple et si confus qu'une bullet list structurée des affirmations et arguments des uns et des autres occupe plus d'une dizaine de pages A4. Personne ne lira cela ni n'osera s'attaquer à ce molosse multiforme. C'est à l'avantage des experts formant une élite scientifique et technique qui tient désormais les décideurs en captivité volontaire, une belle trahison des clercs supplémentaire!

S'il faut se souvenir d'un seul message et le faire passer au plus grand nombre, c'est:

Il faut voter NON à la loi sur le CO~2 le 13 juin prochain.

L'ancienne loi, tout aussi mal fichue, restera en place et il faudra en faire une tout autre, non pas sur le CO~2 mais sur une meilleure adaptation aux conditions climatiques, ou alors, préférablement, s'abstenir humblement de légiférer sur ce qui doit se passer vers la fin du siècle.

- N.B. : Tentant d'extraire les points importants, un argumentaire est mis ici à disposition qui permettra de trouver de quoi se fâcher à table.
- Michel de Rougemont, Ingénieur chimiste, Dr sc tech, est consultant indépendant. Il anime un blog, blog.mr-int.ch, un site sur le climat, climate.mr-int.ch et un autre site sur le contrôle biologique en agriculture, biologicals.mr-int.ch.

Passager clandestin

Pierre-Antoine Plaquevent: «Tout ce qui est sous le Ciel» sera-t-il... chinois?

L'EMPIRE DU MILIEU SE VOIT COMME LE CENTRE DU MONDE. CES DERNIÈRES DÉCENNIES, IL PARAÎT L'ÊTRE DEVENU DE FAIT. COMMENT L'OCCIDENT RÉAGIT-IL À L'EXPANSION DE CE «DRAGON» QU'IL A LUI-MÊME NOURRI? ET QUELLE EST SA PLACE EXACTE DANS LA CONFIGURATION D'UN POUVOIR GLOBALISÉ?



Pierre-Antoine Plaquevent anime le site Strategika51 qui propose un panorama remarquablement fouillé de l'état du monde actuel. Au fil de nos échanges, nous lui avons proposé de synthétiser pour l'Antipresse ses recherches sur la «guerre civile mondiale» et, en particulier, sur le rôle de cette puissance à la fois centrale et énigmatique qu'est la Chine. Il s'est prêté avec bonne grâce à cet exercice particulièrement délicat, rendant lisible un schéma global qui, souvent, paraît lourdement «crypté».

VOUS VENEZ DE LIVRER UNE ANALYSE D'ENVERGURE SUR L'ENVIRONNEMENT STRATÉGIQUE MONDIAL ET LES CONDITIONS D'UNE «GUERRE CIVILE MONDIALE». EN QUELQUES TRAITES ESSENTIELS, À QUOI RESSEMBLE CE MONDE AU PRINTEMPS 2021 ET QUELLES SONT LES PRINCIPALES LIGNES DE TENSION?

Toute analyse géopolitique doit prendre en compte deux facteurs: les variables et les constantes. Une constante géopolitique plus que jamais d'actualité est la centralité de l'enjeu eurasiatique. Les stratégies impériaux anglo-américains, de Mackinder (1861-1947) à Zbigniew

Brzezinski (1928-2017), ont toujours considéré l'Eurasie comme un continuum géopolitique global (Europe + Asie), qu'il est nécessaire d'appréhender dans son ensemble afin de pouvoir le maîtriser. Leur plus grande crainte a toujours été qu'une puissance d'Eurasie ne devienne assez forte pour réussir à relier et unifier les territoires économiquement les plus avancés d'Eurasie. Territoires riches qui sont pour la plupart situés sur les bandes côtières de la masse continentale eurasiatique que l'un des pères de la géopolitique américaine, Nicholas J. Spykman (1893-1943), désignait sous le nom de *Rimland*: cette vaste ceinture littorale bicontinentale composée de l'Europe de l'Ouest, du Moyen-Orient, et de l'Extrême-Orient. Pour Spykman, la clef de voûte du contrôle du système-monde passe par le contrôle du Rimland.

C'est le long de ce pourtour eurasiatique qui s'étend de l'Atlantique au Pacifique, que se manifestent encore de nos jours les principales lignes de tension géopolitiques contemporaines. Avec des cristallisations régionales particulières autour des verrous stratégiques situés entre les sphères d'influence occidentales et eurasiatiques. Sans discontinuer, des crises régulières s'allument sur l'étranger proche des puissances dominantes de l'Eurasie. Généralement dans des territoires marqués par des tensions identitaires fortes: Xinjiang, Myanmar, Ukraine, Karabagh etc. Territoires où peut s'exercer plus aisément la *schismogenèse* (cf. Bateson / Soros) propre aux techniques de fracturation ethnoculturelle employées par les stratèges du globalisme politique. Méthodologie que j'ai exposée en détail dans mon livre: «*Soros et la société ouverte: métapolitique du globalisme*».

Avant la première guerre mondiale, l'Allemagne risquait déjà de réussir cette intégration continentale au travers du chemin de fer Berlin-Constantinople-Bagdad,

le Bagdad-Bahn. A l'époque le français André Chéradame ou le britannique Robert George Dalrymple Laffan (1887-1972) s'alarmaient de cette situation. Contexte que Dalrymple résumait ainsi: «*si le Berlin-Bagdad se réalisait, un énorme bloc de territoires continentaux inexpugnables par une puissance maritime et produisant toutes sortes de richesses économiques serait unifié sous l'autorité allemande (...)*». Vu la nature guerrière et ouvertement suprémaciste du pangermanisme, il fut possible de mobiliser les États et les masses humaines nécessaires pour freiner l'ascension de la puissance ascendante qui remettait en cause l'ordre mondial. Cela au prix d'une hécatombe européenne sans précédent dans l'Histoire.

A notre époque, qui est celle du statu quo nucléaire et de la «guerre hors limites» (cf. Liang / Xiangsui) et hybride (cf. Korybko) qui en découle, il est plus incertain pour les puissances hégémoniques actuelles de réussir à freiner l'intégration géoéconomique eurasiatique. D'autant que ni la Chine ni la Russie ne font preuve d'un «*panisme*» belliqueux comme le fut en son temps le *pangermanisme*.

La Chine semble proche de réussir aujourd'hui, par la 5G, les nouvelles technologies et les nouvelles routes économiques du projet BRI (Belt and Road Initiative), ce que l'Allemagne risquait de réaliser par la voie ferrée et l'accès aux principales réserves pétrolières au début du XXe siècle.

Je donne le détail de ce contexte international dans un dossier en deux parties, publié sur le site Strategika: *Société ouverte vs Chine: le choc des globalismes*.

LE RÔLE DE LA CHINE, ENTRE LA POLITIQUE DE PUISSANCE AUTOCENTRÉE DE L'EMPIRE DU MILIEU ET LA TENTATION MONDIALISTE, APPARAÎT SOUVENT PEU CLAIR. COMMENT LE SITUEZ-VOUS?

La croissance exponentielle de la Chine au sein de la gouvernance mondiale

se déploie simultanément sous la forme de l'intégration et de la tension. Plusieurs attitudes semblent coexister parmi les organes et institutions directrices de la gouvernance mondiale. Jusqu'ici celle d'une intégration poussée de la Chine au sein des institutions internationales a prévalu. Le meilleur exemple de cette tendance nous est donné par l'histoire de l'adhésion progressive de la Chine à l'Organisation Mondiale du Commerce, une adhésion qui n'aurait pas été possible sans l'appui des puissances économiques dominantes de l'ordre mondial. Or, depuis son intégration au sein de l'OMC, la place de la République populaire de Chine (RPC) n'a fait que croître au sein des organisations internationales. En plus d'avoir été à la tête de l'OMS de 2013 à 2016 de par son ancienne directrice Margaret Chan, la Chine est aujourd'hui à la tête de nombreuses commissions dépendant de l'ONU dont certaines s'avèrent clefs pour le développement futur de la 5G et des nouvelles routes de la soie. Comme celles de l'alimentation et de l'agriculture, du développement industriel et des télécommunications internationales, de l'aviation civile internationale etc.

C'est autour du projet chinois BRI que se manifeste toujours plus la ligne de tension principale au sein de la gouvernance mondiale. Cela de l'aveu même de certains stratèges influents de la gouvernance mondiale, tels qu'Henry Kissinger, George Soros ou Klaus Schwab. Ces derniers diffèrent par ailleurs entre eux quant à l'attitude à adopter face à la montée de la Chine. Pour Soros elle doit être empêchée, pour Kissinger elle doit être contenue et pour Schwab elle doit être appuyée et encadrée. L'un des acteurs privés les plus influents au sein de la gouvernance mondiale, Bill Gates, a quant à lui déjà semé des graines de son empire philanthropique en Chine au travers du China Global Philanthropy

Institute auquel il a versé 10 millions de dollars pour sa création en 2015.

Dans mon étude *Société ouverte vs Chine*, je montre aussi que ce déploiement de puissance au sein de la gouvernance mondiale s'appuie sur une philosophie politique qu'il est intéressant de connaître. Zhao Tingyang, l'un des plus importants philosophes chinois contemporains, pense pouvoir apporter une réponse métapolitique et théorique à même de dénouer la crise actuelle de la gouvernance mondiale. Il propose pour ce faire la réactualisation de la notion complexe de Tianxia (天下, Tiānxià), qui peut se traduire par «*Tout-ce-qui-est-sous-le-Ciel*». C'est cette notion qui fondait l'idée que la Chine était un «céleste empire». La réactualisation de ce Tianxia semble exprimer l'esprit et la volonté du Parti communiste chinois de réaliser une mondialisation sino-centrée à l'horizon 2049, date anniversaire de la fondation de la République Populaire de Chine. Une mondialisation dotée de sa propre narration, de sa propre philosophie de l'Histoire et de son propre cosmopolitisme alternatif.

Parmi les foyers de crise actuels, il en est plusieurs qui «passent sous les radars», ne remontant au premier plan que dans les interstices de l'actualité covidienne. Il y a par exemple la Birmanie, où la célèbre prix Nobel Ayn San Suu Kyi a été renversée par un coup militaire. A qui profite le crime? Pourquoi l'Occident a-t-il besoin de cette figure qui paraît compromise à bien des égards?

La Birmanie (Myanmar) est convoitée depuis toujours par les Anglo-Américains car elle constitue un verrou stratégique face à la Chine mais aussi en raison des ressources naturelles qu'elle abrite. Surtout, la Birmanie est le deuxième producteur mondial d'opium et un carrefour du trafic mondial de stupéfiants.

Domaine dans lequel le clan Soros est largement investi en Amérique latine et en Asie comme je le détaille dans «*Soros et la société ouverte*». L'Open Society Foundation soutient ainsi plus de 100 organisations birmanes au Myanmar. Les subventions de l'OSF en 2020 pour la Birmanie-Myanmar s'élevaient à 4,6 millions de dollars sur les 53,5 millions de dollars investis dans la région qu'elle désigne comme région «Asie-Pacifique». Ce qui est suffisant pour effectuer une influence considérable sur la société civile d'un pays aussi pauvre que la Birmanie.

Aung San Suu Kyi fut élevée au rang de vedette politique internationale et de championne des valeurs de la société ouverte avant d'être déçue de cette aura. Cela suite à sa défense de l'État du Myanmar devant la cour internationale de justice quant aux accusations de génocide envers les Rohingyas.

Pour autant, Aung San Suu Kyi est restée un interlocuteur privilégié pour l'Occident. Elle aurait ainsi rencontré George Soros à quatre reprises entre 2014 et 2017, puis son fils Alexander Soros à six reprises entre 2017 et 2020. Les comptes de l'Open Society et de ses partenaires birmanes sont gelés depuis le récent coup d'État.

UN APERÇU SUR L'AUTRE DOSSIER BRÛLANT: AU MOMENT OÙ LES FRICTIONS S'INTENSIFIAIENT VERTIGINEUSEMENT DANS L'EST DE L'UKRAÏNE ET EN MER NOIRE, LE PRÉSIDENT BIDEN A INVITÉ À UNE RENCONTRE EN «TERRAIN NEUTRE» LE PRÉSIDENT RUSSE POUTINE QU'IL QUALIFIE PAR AILLEURS DE «TUEUR».

COMMENT COMPRENDRE CE GESTE?

Je pense que Joe Biden est obligé de durcir le ton pour plaire à sa base électorale mais il est surtout sous la pression de ses bailleurs de fonds oligarchiques féroce­ment antirus­ses du type Soros. Ces forces, que le couple Trump-Bannon désignait sous le nom de «marais» ou d'«État profond» en 2016, se déchaînent aujourd'hui et veulent rattraper le temps perdu en quatre ans de présidence Trump. Il est très aisé de faire pression sur le clan Biden au vu du niveau de corruption de celui-ci comme en témoigne l'affaire de «*l'ordinateur portable infernal*» du fils Biden, rempli de documents compromettants sur sa consommation effrénée de prostituées et de stupéfiants mais aussi d'informations privées relatives aux clans Biden et Clinton. Mais malgré cela et au-delà des déclarations tapageuses, le rapport de force réel sur le terrain militaire face à la Russie obligera les USA à revenir à la réalité.

L'impossibilité d'employer la force armée directe entre puissances nucléaires rivales conduit à des mutations inédites des moyens de la guerre. Dès lors les guerres entre puissances se font désormais avant tout par des moyens de subversion politique adaptés à notre époque. Le plus grand danger pour l'ordre mondial actuel semble plutôt relever de l'implosion et de la démolition contrôlée des sociétés que de leur explosion comme au XXe siècle. Mais nous ne sommes pas à l'abri d'un acte inconsidéré de la part d'un acteur géopolitique acculé ou «irrationnel».

TURBULENCES

VACCINS · L'obligation est officiellement illégale

Utile rappel: toute obligation de vaccination est désormais illégale par défaut. Le Conseil de l'Europe (à ne pas confondre avec l'UE), auquel appartiennent tous les États européens à l'exception du Belarus, du Kosovo et du Vatican et qui est le parrain de la Cour européenne des droits de l'homme, a décidé le 27.01.2021 dans sa résolution 2361/2021, entre autres, que personne ne peut être vacciné contre sa volonté, sous la pression. Les 47 États membres sont invités à signaler avant la vaccination que cet acte n'est pas obligatoire et que les personnes non vaccinées ne doivent pas subir de discrimination. La discrimination est également expressément interdite en cas de risques sanitaires existants ou si une personne ne souhaite pas être vaccinée. Les fabricants de vaccins sont tenus de publier toutes les informations sur la sécurité des vaccins. Avec cette résolution, la plus importante organisation de défense des droits de l'homme en Europe a désormais établi des normes et des obligations, ainsi que créé des lignes directrices en vertu du droit international, qui doivent être appliquées par les 47 États membres, y compris l'UE en tant qu'organisation. Les discriminations, par exemple sur le lieu de travail ou les interdictions de voyager pour les personnes non vaccinées, sont donc légalement exclues. Dans toute procédure judiciaire, contre toute autorité, tout employeur, tout fournisseur de voyages, tout responsable de maison, etc.

- * Voir particulièrement les § 7.3 7.4 et 7.5.2: «...utiliser les certificats de vaccination uniquement dans le but désigné de surveiller l'efficacité du vaccin, les effets secondaires potentiels et les effets indésirables».

LISEZ-MOI ÇA! · «Le fil du rasoir» de Maugham

Ce qu'il apporte. Il s'agit de raconter la destinée d'un petit groupe d'amis, plus ou moins parents, appartenant à la *high society* de Chicago. On est riche et conventionnel. C'est la France de l'entre-deux guerres qui sert de cadre à ces aventures. Paris surtout, celui des mondanités cosmopolites. Il y a des fiançailles rompues, le crash de 1929, des crises existentielles: pour certaines, c'est la couleur des rideaux, pour un autre un voyage dans un ashram en Inde. On va s'encanailler au Balajo, fréquenter des modèles dans les ateliers de Montparnasse, passer l'hiver à Antibes... Tout y est. Il y a même un mondain snob assumé, qui fait un petit détour par Londres pour y prendre livraison de ses costumes! Comme l'auteur est très bien élevé, il ne nous en inflige pas trop sur les états d'âme. Sinon il serait américain et s'appellerait Fitzgerald. Par des artifices aussi élaborés que les robes de Molyneux portées par ces dames, il réussit à aborder des réalités humaines triviales, parfois glauques, avec un détachement tout britannique qui ne heurte jamais frontalement la bienséance. Il parvient poliment à s'intégrer dans son roman comme un personnage à part entière. Pour que la ficelle ne soit pas trop grosse, il nous la met sous le nez.

Ce qu'il en reste. Somerset Maugham, dont on se plaît à prononcer le nom de façon plus ou moins hasardeuse(*), prouve, par ses procédés sophistiqués, que l'on peut décrire d'authentiques caractères, dans leur grandeur comme dans leurs ridicules, des tragédies même, avec une élégance qui a pour effet que le lecteur la prend comme une marque de politesse qui lui est personnellement adressée. Le moins que l'on puisse dire,

c'est que rien n'est appuyé, mais que bien des choses sont dites, une fois passé le moment «Bottin mondain». Un de ses personnages, Isabel, doit sa silhouette élégante à de grands couturiers, certes, mais aussi à une discipline voisine de l'ascèse... On peut oser y voir une allusion au travail d'écriture, et au souci de son résultat... surtout! C'est de la belle ouvrage.

A qui l'administrer? Pour faire envie: «Croyez-moi, mon cher ami, il est plus facile à l'Américain moyen de gagner le royaume des cieux que de se faire recevoir au faubourg Saint-Germain (...) A mon avis, il n'est pas de meilleure école pour un jeune homme que de devenir l'amant d'une femme d'un certain âge (...) une femme du monde bien entendu, cela le posera immédiatement à Paris.» C'est délicieux!

- * William Somerset Maugham, *Le fil du rasoir* (Plon, 1946). Une suggestion d'Anne Demonet.

NOTE DE LA RÉDACTION

- * La façon la moins épouvantable de prononcer le nom de Maugham est de dire: «Môme» avec un «ô» bien rond et bien rallongé.

USA - En fin de compte... la guerre

«Joe Biden était un candidat ennuyeux. Maintenant, on peut le comparer à Franklin Roosevelt». Ainsi titre l'hebdomadaire britannique *The Economist*, qui tire à 1,5 million d'exemplaires et fait autorité en matière d'économie — et souvent aussi de politique — dans l'ensemble du monde anglo-saxon. Ce jugement ne s'appuie pas tant sur le bilan des cent premiers jours de l'administration Biden que sur ce qu'ils laissent prévoir pour l'avenir. Mais qu'a donc réussi à faire en trois mois «Sleepy Joe», derrière son masque de grand-père tranquille, pour mériter une comparaison aussi flatteuse?

Premièrement, selon les meilleures prévisions, il a pris des décisions qui pendant la première année de son mandat

vont creuser le déficit du budget américain plus qu'aucun autre président ne l'a fait avant lui. Un pari audacieux, puisque le déficit dépassera en un an les 10 %, alors que Roosevelt n'était parvenu dans le même temps à n'endetter ses administrés que de 4,5 % pour les faire sortir de la Grande Dépression. Biden ne fait qu'appliquer les canons de la théorie de Keynes dont Roosevelt s'est inspiré. Tout cela pour le bien du peuple!

Dans un premier temps, il a signé un plan de sauvetage du Covid 19 de 1,9 trillion (1'900'000'000'000) de dollars nommé *American Rescue Plan*, «qui fait loi et paraît bien généreux en regard du déversement de cash initié par Roosevelt (...). La théorie derrière la présidence de Biden est que des niveaux extraordinaires de dépenses, qui sont seulement partiellement compensées par des hausses d'impôt sur les sociétés et sur les riches, peuvent enrichir indéfiniment l'Amérique *sans déclencher d'inflation*».

Deuxièmement, Joe Biden aurait d'autant plus de mérite en comparaison de Roosevelt, que contrairement à celui-ci, il ne dispose que d'une marge de liberté très réduite par rapport au Congrès. En politicien aguerrri par un demi-siècle passé dans les salles et les couloirs du Capitole, il est pourtant parvenu à faire accepter sa politique dépensière par une majorité simple de députés, sur fond d'urgence dictée par la pandémie. *The Economist* doute toutefois que Biden ait les coudées franches lorsqu'il s'agira d'entériner à long terme un *New Deal* aussi ambitieux que celui de Roosevelt. L'objectif est en effet d'investir massivement dans les infrastructures du pays, lesquelles en ont bien besoin, et de pratiquer une politique à la fois verte et antiraciale, qui est censée sauver les États-Unis d'un désastre climatique et d'une fracture sociale.

La question que *The Economist* esquisse est de savoir si le modèle Roosevelt, dont

le portrait occupe désormais une place d'honneur dans le Bureau ovale, peut être applicable sans déclencher une hyperinflation catastrophique. Faut-il le rappeler, c'est l'entrée des USA dans la deuxième Guerre mondiale qui, en impliquant une mobilisation à la fois forcée et volontaire de l'appareil productif américain, a non seulement empêché toute son économie et sa finance de déprimer, mais lui a permis de se renforcer.

Question qui vient inmanquablement à l'esprit: pour perdurer, l'Empire yankee – prisonnier de son lobby militaro-industriel – n'est-il pas condamné à provoquer des conflits hors de son territoire, comme il l'a fait depuis plus d'une génération?

J.-M. Bovy/30.04.2021

MARQUE-PAGES · La semaine du 2 au 8 mai 2021

LES INCONTOURNABLES DE LA SEMAINE SÉLECTIONNÉS PAR SLOBODAN DESPOT

Gare à vos bijoux! L'UE vient de modifier ses règles d'entrée et de sortie de capitaux. Jusqu'ici, le seuil des 10'000 € à déclarer lors des passages de frontières (entrée et sortie) ne concernait que les espèces. Désormais, il porte aussi sur les valeurs comme les bijoux et l'or. Comme un parfum d'années 30...

Reféodalisation. Sombres perspectives pour l'Europe de l'Ouest au sortir (à échéance incertaine) du tunnel covidien: l'historien David Engels prédit la destruction des classes moyennes et la l'instauration d'un collectivisme contrôlé à la chinoise. Mais la perspective d'un *millénium* totalitaire est tempérée par l'éventualité (presque bienvenue) d'un effondrement dans le chaos:

«Cependant, les systèmes oligarchiques sont fondamentalement instables, et si la société de l'Europe occidentale est déjà en grande partie affaiblie par l'évolution esquissée ci-dessus, l'Est, comme la Pologne ou la Hongrie, présente encore

des communautés cohérentes et solidaires qui pourraient être considérées comme des exemples et des inspirations par ceux qui, à l'Ouest, n'adhérait pas au nouvel ordre. Des sources de conflits sont donc préprogrammées, à l'interne comme à l'externe, et ce en dépit des systèmes de contrôle mis en place par les gouvernements. Ainsi, tôt ou tard, il y aura donc des affrontements violents, que ce soit entre oligarques concurrents, que ce soit entre groupes ethniques rivaux en Europe, ou que ce soit entre les nouveaux empires tels que les États-Unis, la Chine, la Russie, l'Inde, le Brésil et, peut-être, l'Europe – et il est très difficile de dire quelle société émergera d'un tel conflit, sauf qu'elle sera très différente de nos anciennes sociétés libérales et démocratiques dont les derniers vestiges sont en train d'être détruits par le confinement.»

Ainsi donc, les corporations pharmaceutiques, et Bill Gates à leur tête, refusent d'ouvrir les brevets des vaccins au monde en développement. Il y a certes la «solidarité planétaire face à une menace fatidique», mais il y a aussi l'intérêt des actionnaires. Et si celui-ci commande de priver de soins les trois quarts de l'humanité, eh bien elle n'aura qu'à crever. De toute façon, les vaccins n'étaient pas conçus pour ça...

Vu d'ailleurs. A propos de l'exploitation politique du Covid, de la vaccination et de ses conséquences éventuelles sur l'espèce, un entretien entre François Asselineau et Slobodan Despot est en ligne sur la chaîne de l'UPR.

Retenez ce nom. Notre analyste de l'espace allemand François Stecher poursuit sur *Polémia* son étude de la passation de pouvoirs en Allemagne par un portrait féroce de celle qu'il pense être vraisemblablement la prochaine chancelière. Selon lui, la Verte Annalena Baerbock, «Young Global Leader» du WEF, n'est pas seulement la candidate idéale de Davos, c'est aussi un prototype de la

«nouvelle gouvernance», à la fois parfaitement incompétente et chouchoutée par les médias.

Rumeurs d'essai. Les employés de l'administration municipale Genevoise commencent, nous dit-on, à être informés qu'ils pourraient devoir être «contraints» de se vacciner. Étant donné que la contrainte vaccinale est explicitement exclue par le Conseil de l'Europe, on peut se demander comment une administration pourrait entreprendre à l'encontre de ses employés une démarche explicitement illégale. Peut-être afin qu'ils s'y collent préventivement d'eux-mêmes? La contrainte c'est bien, mais c'est compromettant. Le libre assentiment, c'est bien mieux!

Moustiques de guerre. Islamorada est un étrange village des Florida Keys. Plus étrange encore, ce lâchage massif de moustiques «tueurs» trafiqués auquel les

habitants du coin ont souscrit sans bien savoir ce qu'ils approuvaient:

«Sans s'en rendre compte, Donaldson a accepté de participer à une expérience génétique au cours de laquelle une entreprise britannique de biotechnologie, Oxitec, libérera un demi-milliard de moustiques génétiquement modifiés, conçus pour tuer la population locale de suceurs de sang le long d'une longue bande des Florida Keys. L'élevage et le lâcher de nuages d'insectes génétiquement modifiés semblent relever de la science-fiction, mais c'est déjà le cas. Au niveau local, certains aiment l'idée et d'autres la détestent – une lutte qui a mal tourné, certains résidents menaçant même de détruire l'équipement d'Oxitec.»

Le lâchage dans la nature de vaccins OGM ne soulève, en revanche, aucune inquiétude notable au sein de la population d'Islamorada, ni ailleurs.

Pain de méninges

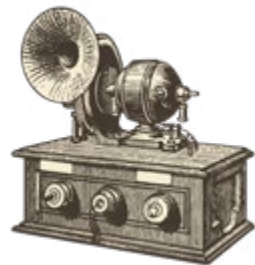
DE L'ORIGINE DE LA LOGIQUE

Mallarmé définit la logique comme la conscience de l'harmonie immémoriale de l'être. Dès lors, la pensée logique est celle qui est en accord avec l'harmonie cosmique éternelle. On considère ordinairement que la logique est entièrement affaire de raison, et qu'elle est le règlement de la pensée correcte. Mallarmé comprend que la pensée correcte n'est pas une propriété intrinsèque de la raison humaine; la raison prend ses lois quelque part. Quand la raison fonctionne correctement, autrement dit quand elle est logique, elle suit son modèle: son modèle et son exemple, c'est l'harmonie cosmique de l'ordre immémorial. La raison, constamment, appréhende et puise ses lois quelque part. Où les voit-elle? Dans l'ordre divin du monde. La raison n'est rien d'autre que l'organe et la faculté que possède l'homme de reconnaître l'ordre cosmique.

— Béla Hámvas, *L'événement invisible*, I, 8.

XB !

L'ANTIPRESSE EST UNE CHRONIQUE
DE LA VIE HUMAINE AU TEMPS DES ROBOTS,
100 % ANIMÉE PAR L'INTELLIGENCE NATURELLE.
DÉJÀ 283 SEMAINES.
PLUTÔT RASSURANT, NON ?



DÉSERT

PAR PATRICK GILLIÉRON LOPRENO

